

La fixation du taux de change sur le marché parallèle de la monnaie entre le Niger et le Nigeria

Pascal Labazée

Socio-économiste,
ORSTOM, Niamey (Niger)

Sur les places du change parallèle franc CFA-naira, au Niger et au Nigeria, la formation du taux de change est liée à la recherche par les opérateurs nigériens de devises convertibles. Cette recherche dépend du solde des opérations à caractère strictement commercial. Les places enregistrent des variations selon la position qu'elles occupent et en fonction de la plus ou moins grande importance et permanence des affaires qui s'y traitent. L'organisation hautement hiérarchisée des «monnayeurs» (masu tchenji) et leurs transferts de fonds réguliers permettent de réguler les cours d'une ville à l'autre.

On financial centers of informal exchange between FCFA and naira, in Niger and Nigeria, the making of the rate of exchange is linked to the fact that the Nigerian operators look for convertible currencies. This quest depends on the balance of the strictly commercial operations. The financial centers react according to their own positions and the volume and the steadiness of business. The organisation of currency traders or "monnayeurs" (masu tchenji) and their regular monetary transfers entitle them to regulate rates between towns.

Les monnayeurs professionnels ou *masu tchenji* ont créé un marché parallèle des devises très actif entre le Niger et le Nigeria. A partir d'observations directes effectuées entre octobre 1993 et mars 1994 et d'une analyse des statistiques officielles, il est possible de proposer des éléments d'explication de la formation des taux de change naira-franc

CFA, ainsi que de la tendance à leur égalisation sur l'ensemble des marchés ¹.

LES PLACES DE CHANGE ET LES OPÉRATIONS TRAITÉES

Kano, Sokoto et Maïduguri, grands pôles urbains du nord-Nigeria, constituent les piliers des circuits du négoce et de la finance transfrontalière. Elles sont à la fois des villes industrielles, et des cités marchandes où se concentrent les grossistes en céréales, matériaux de construction, textiles, biens de consommation divers et intrants agricoles. Nombre de ces derniers, spécialisés dans une activité – chaque catégorie de produits est au plus contrôlée par une petite dizaine d'opérateurs – sont d'origine nigérienne et possèdent des entrepôts spécialement destinés à l'approvisionnement du Niger. Ils ont des correspondants sur les grands marchés frontaliers nigériens qui entretiennent eux-mêmes des rapports étroits avec les marchands basés dans les villes frontalières du Niger, notamment Konni, Maradi et Zinder.

Celles-ci, fortement peuplées, absorbent d'emblée une partie des biens de fraude. Mais elles ont surtout pour fonction de les réexpédier vers Niamey. Les tentatives faites par les autorités en vue d'insérer le règlement des flux commerciaux entre le Niger et le Nigeria dans le circuit bancaire – ouverture de comptes au ministère des finances, chambre de compensation – ayant toutes échoué, ces villes traitent elles-mêmes la quasi-totalité du change. Bien qu'illégal, le marché du change parallèle est toléré au Niger : les cambistes acquittent une patente et sont recensés dans les rôles des contributions comme agents de change. A Maradi, ces derniers sont organisés en syndicat qui règle les usages de la corporation et les liens avec la municipalité et la chambre de commerce. A Konni, les principaux professionnels du change occupent des fonctions officielles dans la vie politique. A Malanville – qui constitue une enclave marchande nigérienne au nord du Bénin – les monnayeurs sont des responsables politiques et sociaux de la communauté nigérienne.

Il convient de distinguer trois grands types d'opérations de change réalisées dans ces villes par les *masu tchenji*. En premier lieu, une partie non négligeable des flux transfrontaliers porte sur des biens alimentaires ². Ils sont échangés, en dépit de l'obstacle frontalier, par des villages voisins ou relient les grandes villes nigérianes à celles du Niger. Les

¹ D'autres aspects du thème de l'article sont traités dans Grégoire E., Labazée P. (1994) et Labazée P. (1995).

² Bétail, niébé, souchet, oignons pour les exportations nigériennes; mil, sorgho, maïs pour les exportations nigérianes.

marchands qui les contrôlent amorcent ou dénouent chaque opération par une conversion, dans la monnaie du pays exportateur, effectuée auprès des monnayeurs. Pour les opérateurs nigériens, la recherche de francs CFA, monnaie d'accès aux devises convertibles – dollar, livre sterling ou franc français –, est rarement le motif de la transaction. Ceux-ci réalisent en effet leur marge commerciale en nairas ou achètent au Niger des biens de contrepartie avec leur recette. Il en va de même des flux d'hydrocarbures, de matériaux de construction, de biens industriels nigériens³ dont l'exportation au Niger ne dépend que de la perspective d'un bénéfice marchand.

En deuxième lieu, les grossistes nigériens de Kano et de Sokoto se fournissent au Niger en produits prohibés à l'importation⁴ venant du marché mondial. Ces opérations sont précédées d'un achat de francs CFA contre des nairas, réalisé sur les marchés des villes frontalières du Niger où le cours parallèle est plus favorable qu'au nord du Nigeria. Enfin, une troisième catégorie de transactions monétaires concerne les transferts directs de capitaux d'une place à l'autre. Aucun mouvement commercial ne paraît les sous-tendre. Tel est le cas lorsqu'un cambiste de Kano expédie des nairas à un correspondant nigérien, afin de récupérer des CFA qui sont ensuite convertis en différentes devises dans les bureaux de change nigériens. Les devises fortes sont en effet très recherchées par les opérateurs du Nigeria, qui ne parviennent pas à les obtenir auprès de la banque centrale (CBN).

TENDANCES LOURDES ET VARIATIONS PASSAGÈRES DES COURS AU NIGER

Bien que grossièrement résumées, les opérations de change observées au Niger invitent à la prudence sur l'ampleur de la « chasse aux CFA », telle qu'elle se pratique au Cameroun par exemple (OCISCA/ORSTOM, 1993). Toutes les transactions observées avaient pour support premier la recherche d'un bénéfice de type marchand, et rien ne laissait penser que des Nigériens fréquentaient le marché parallèle dans le seul but de capter des francs CFA. En d'autres termes, l'aspiration de francs par les villes du

³ En particulier les industries fabriquant des textiles, des boissons non alcoolisées et des détergents. Celles-ci comptent parmi les entreprises les plus dynamiques du Nigeria, leur indice respectif de croissance base 100 en 1986 étant respectivement de 398, 262 et 312 en 1992.

⁴ Malgré le mouvement de libéralisation du commerce extérieur, quinze groupes de produits restaient interdits à l'importation au Nigeria au moment de l'enquête, parmi lesquels les textiles, les cigarettes, le riz, les alcools, les huiles alimentaires. Tous faisaient l'objet de transit et de réexportation depuis le Niger.

nord-Nigeria est un effet induit par le solde d'activités d'import-export engagées dans une perspective strictement commerciale⁵.

L'état de la balance des paiements nigériane et le mode d'allocation des devises dans ce pays déterminent, on le sait, les tendances lourdes du change entre franc CFA et naira. Néanmoins, le taux observé sur les places nigériennes subit de fréquentes variations liées à des demandes inhabituelles de monnaie, des comportements anticipateurs et des phénomènes cycliques. Il subit aussi des distorsions importantes d'une ville à l'autre, tenant à la position qu'occupent les places dans les circuits d'importation, d'exportation et de transit et qui induit mécaniquement une tendance à la hausse ou à la baisse du cours de la naira.

On évoquera brièvement les éléments de la politique nigériane ayant provoqué une forte demande de francs sur les marchés parallèles frontaliers dans les dernières années. De 1972 jusqu'au début des années 1980, le Nigeria surévaluait la naira sur le marché officiel pour favoriser l'importation massive de biens acquis à partir des rentrées pétrolières. Un marché parallèle existait, d'une ampleur limitée, où la naira subissait une décote de 25% en moyenne par rapport au franc CFA. Pourtant, dès 1975, la dette publique absorbait une part croissante des devises⁶, la pénurie de dollars et la dépréciation de la naira s'aggravant avec la chute du prix officiel du bonny light et du volume des exportations pétrolières. En 1980, la décote atteint 40% par rapport au CFA. La décennie 1980 fut marquée par l'expansion non maîtrisée de la demande parallèle de devises non satisfaites par la CBN; puis, à partir de 1986, par une succession de dévaluations «réparatrices» faites pour endiguer la pénurie de devises et pour contenir à 10% environ l'écart entre marchés officiel et parallèle du dollar (L'Héritau M.-F., 1993). A la demande des bailleurs, le cours officiel de la naira fut révisé à la baisse, en particulier en 1986, 1989, ainsi qu'en mars 1992; néanmoins, pendant l'année 1993, la décote s'est aggravée, passant de 14% à 47%, puis 70% et 98% en moyenne pour chacun des quatre trimestres de l'année. Entre 1984 et 1992, le taux de change effectif réel de la naira a considérablement chuté, passant de l'indice

⁵ On rejoint ici les analyses faites par divers auteurs suggérant que le marché des changes est un levier des flux marchands et non l'inverse; par exemple, l'étude de Lama J. (1993), et plus récemment celle de Samba O. (1994). Les flux céréaliers en provenance du Nigeria n'échappent pas à cette règle, «*le désir des Nigériens de se procurer des CFA convertibles (étant) devenu un facteur secondaire du négoce des grains : les francs sont maintenant accessibles (...) par l'intermédiaire des surplus que laisse l'excédent commercial vis-à-vis du Niger*», Meagher K. (1993).

⁶ Celle-ci passe de 1,2 milliards de \$ en 1970 à 41,9 milliards en 1985. En 1990, la dette publique a atteint le niveau record de 382,7 milliards dont 78% de dette externe (Duncan J., 1993).

100 en 1984 à 10,8 en 1992⁷. Le prix relatif des biens nigériens a donc baissé, et provoqué au Niger une réduction de 45% de ses exportations enregistrées vers le Nigeria, ainsi qu'un report massif d'importations vers les circuits parallèles. Un coup fatal a été porté aux industries nationales que les biens nigériens concurrencent dans divers domaines⁸.

Il revient à la banque centrale du Nigeria de répartir la pénurie de devises entre les demandeurs, publics et privés. En 1991, 32% des 11 milliards de dollars disponibles, dont 9,9 milliards venaient de recettes pétrolières, furent absorbés par le service de la dette, et 42% par les autres postes publics⁹. En conséquence, la CBN n'a alloué au Foreign Exchange Market, auprès duquel les banques primaires s'approvisionnent pour leur clientèle, que 3 milliards de dollars dont 65% ont servi au règlement des importations des industries nationales. Dans les six dernières années, la part des devises affectées au secteur privé a donc baissé, passant de 62,7% en 1988 à 27% en 1991¹⁰, laissant au «marché de rue» et aux bureaux de change le soin de fournir à des taux élevés les opérateurs nigériens en devises. Les données disponibles pour 1993 et 1994 montrent que ce trend s'est maintenu : la CBN aurait diminué le montant des devises allouées au privé (PEO, 1994), ne couvrant que le tiers des besoins qui se reportent sur les marchés parallèles. Fin 1993, la décote de la naira parallèle par rapport au taux officiel du dollar atteignait 50%¹¹.

Les tendances lourdes à la dépréciation de la naira se répercutent sur le marché parallèle nigérien. Mais ce dernier est aussi exposé à ses propres variations, par exemple lorsque les monnayeurs s'appêtent à dénouer une opération commerciale d'une importance inhabituelle. De plus, ils participent eux-mêmes aux variations du taux par des comportements anticipateurs : la veille des jours de grand marché au nord-Nigeria provoque régulièrement une rétention de nairas de la part des *masu tchenji* nigériens; de même lorsqu'est annoncé un transfert de fonds venant de places disposant d'un excédent de nairas, ou lorsqu'est imminente

⁷ Fonds monétaire international : *Statistiques financières internationales*.

⁸ Notamment la fabrication de matelas, d'allumettes, de couvertures, de boissons gazeuses, les tanneries, l'industrie céréalière, du textile et des produits chimiques, la cimenterie. Elle modifie aussi les liens entre les marchands nigériens et nigériens : ces derniers, maîtrisant l'amont des filières d'approvisionnement, imposent maintenant leurs conditions de vente sur nombre de grands marchés urbains du Niger.

⁹ Augmentations des réserves, contributions financières aux organismes internationaux, paiement des arriérés pré-SFEM, apurement des lettres de crédit du secteur public, etc.

¹⁰ Données de 1988 à 1990 tirées de L'Héritier M.-F. (1990); données de 1991 tirées de Duncan J. (1993).

¹¹ Sur le marché parallèle de Kano, le cours est passé de 87 à 139 naira pour 1000 francs CFA entre janvier et décembre 1993, tandis qu'à Lagos, le cours passait de 22,8 à 45 dollars pour un dollar.

une opération de change d'un grand commerçant. Dans nombre de cas, les fluctuations passagères renvoient à des changements de rapports de forces entre monnayeurs et commerçants. Enfin, les taux sont soumis à des variations cycliques, relatives à des événements religieux. La préparation du pèlerinage (*hadj*) à Kano, Sokoto et Maïduguri provoque une dépréciation de la naira à Maradi, Zinder et Konni liée à la forte demande de francs; les fêtes chrétiennes ont le même effet, car les Ibo du sud du Nigeria augmentent alors leurs achats de biens de consommation dans les villes du Niger.

Les acteurs du change parallèle ne se contentent pas d'enregistrer les tendances lourdes du cours de la naira, et de l'ajuster aux variations passagères. Leur rôle est d'accompagner les flux marchands en s'adaptant aux singularités de chaque place et aux usages du commerce transfrontalier, et en animant les réseaux d'information qui sont les leviers des transferts de nairas entre places excédentaires et déficitaires.

L'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ EN NAIRAS : L'EXPORTATION ET LE TRANSIT

Même si elle ne livre que des ordres de grandeur, l'évaluation des opérations de change liées au commerce parallèle entre Niger et Nigeria – mesurée à partir de la confrontation des échelles micro- et macro-économiques d'observation – fait apparaître les mécanismes d'arbitrage entre places structurellement excédentaires et déficitaires en devises nigérianes. Les entrées et les sorties de nairas sur les marchés nigériens, liées aux seules opérations de commerce d'importation, d'exportation et de transit, ont été estimées pour l'année 1993; elles sont présentées en annexe. Pour chaque marché des changes, l'entrée de nairas dépend d'un côté du solde des flux commerciaux transfrontaliers, de l'autre du lieu de change choisi par les marchands. On en présentera ci-dessous quelques exemples.

Le bétail est pour le Niger le principal poste d'exportation vers le Nigeria¹². Les Fulbé et Haoussa de Konni en expédient chaque semaine sur le marché frontalier nigérian d'Illela, ou encore à Godabawa et Sokoto. Quand les marchés sont saturés, les marchands envoient le bétail à Zaria, Lagos ou Ibadan. A Maradi et Tessaoua, les patrons de bétail (*Sarkin Shanu*) cèdent les troupeaux à Djibiya, d'où ils sont expédiés par camions vers Lagos. Enfin, Zinder évacue le cheptel vers les marchés nigériens

¹² Bien que le Nigeria soit le principal producteur et consommateur d'animaux d'élevage de la sous-région.

de Dan Barta et Mai Adoua. Ces exportations sont conclues en nairas¹³ sur les marchés nigériens, qui sont le plus souvent changées au Niger, ou servent parfois à l'achat de biens au Nigeria – céréales et produits de consommation courante notamment, du moins jusqu'en janvier 1994. Le commerce de bétail est l'une des recettes majeures d'exportation du Niger : les sorties enregistrées s'élèvent à 2,6 milliards de francs en 1993, auxquelles s'ajoutent environ 0,5 milliard d'exportations clandestines. Toutefois, l'achat de biens de contrepartie par les exportateurs limite les entrées de nairas sur les places du Niger à environ 2,4 milliards. Bien des grands marchands de bétail, souhaitant empocher la commission de change des monnayeurs professionnels, écoulent eux-mêmes sur le marché parallèle nigérien leurs nairas, une fois leurs chefs de convoi et bouviers revenus du Nigeria. Ils sont donc des acteurs du change professionnel à Maradi, Konni et Zinder. D'autres biens d'exportation, coton, niébé, cuirs et peaux, contribuent dans une moindre mesure à approvisionner en nairas les marchés du change parallèle du Niger¹⁴ pour un montant équivalant à environ 500 millions de francs.

C'est toutefois le transit qui, malgré le net déclin des dernières années, procure l'essentiel des nairas présentes au Niger. Le transit de cigarettes est contrôlé par un petit nombre d'opérateurs – 14 en 1993 – dont deux se partagent 68% d'un marché vers le Nigeria estimé à 16,1 milliards¹⁵. Chaque transitaire est représenté dans les villes frontalières où sont situés des entrepôts fictifs. La part de chaque ville marchande dans le transit général de cigarettes a été évaluée à 43% pour Zinder et Magaria, 26% pour Maradi et Dan Issa, 17% pour Konni, enfin à 14% pour Diffa. L'organisation du transit est partout identique. Ainsi, à Konni, une clientèle de demi-grossistes basée à Illela et Sokoto se ravitaille chaque semaine, à raison d'une trentaine de cartons en moyenne par acheteur, soit environ trois millions de francs. Quelques grossistes acquièrent jusqu'à 1000 cartons par mois, mais ils ne représentent guère plus que 20% du chiffre d'affaires total du transit. Les ventes sont réglées au comptant, à l'exception toutefois des clients les plus anciens et les plus assidus qui obtiennent des crédits libellés en francs. Une fois l'achat conclu, le transitaire se charge des formalités de sortie des entrepôts, du règlement des taxes de transit, et de l'escorte à la frontière. L'envoi à Sokoto se fait

¹³ Nos observations sont de ce point de vue identiques à celles de Kulibaba N.-P. (1991).

¹⁴ Le Nigeria représente le principal débouché des produits agro-pastoraux du Niger puisque 60% des exportations en valeur lui sont destinées (Mas D., Naudet J.-D., 1992).

¹⁵ Le marché nigérien importe les marques Rothmans et Benson qui représentent respectivement 47% et 28% des ventes vers ce pays. Les cigarettes Marlboro, Saint-Moritz, Consulate, peu appréciées des consommateurs nigériens, n'induisent que des flux secondaires.

par des passeurs spécialisés ayant des «arrangements» avec les *customs* nigériens; il en coûte 250 nairas par carton. Le circuit ne s'arrête pas au Nigeria : une partie des cigarettes retourne clandestinement au Niger, où elle est destinée à la consommation des populations frontalières ainsi qu'à celles de Niamey ¹⁶.

Le franc est la seule monnaie employée dans ces opérations ¹⁷. Avant d'importer, les gros commerçants nigériens arbitrent au mieux de leurs intérêts entre les taux pratiqués à Sokoto, dans les villes du Niger et à Malanville – où le cours du franc est souvent avantageux. Quant aux demi-grossistes nigériens, ils achètent les francs nécessaires auprès des monnayeurs professionnels du Niger. Certains financent l'achat de cigarettes par une vente de biens nigériens, de sorte que le montant des flux commerciaux, y compris la réimportation frauduleuse de tabac au Niger, est toujours supérieur aux opérations de change traitées sur les marchés du Niger. Néanmoins, ce commerce reste pour les monnayeurs nigériens l'une des principales sources de nairas puisqu'il leur aurait assuré en 1993 une entrée équivalente à 7,1 milliards de francs environ. Les autres biens de réexportation, pagnes, basins, fripes, chaussures, alcools, etc., ont assuré des entrées de nairas de l'ordre de 3,8 milliards de francs.

IMPORTATIONS ET SORTIES DE NAIRAS

Exportation et transit fournissent les entrées de nairas nécessaires aux cambistes du Niger pour financer les besoins monétaires des importateurs. La demande de nairas à Konni, Maradi et Zinder résulte en premier lieu de l'achat de matériaux de construction venant du Nigeria, qui couvre environ 47% des besoins du secteur des BTP du Niger, soit un chiffre d'affaires de plus de 10 milliards en 1993 (Nignon R., 1993). Chaque ville compte de un à trois importateurs contrôlant la filière, depuis l'achat de ciments à Sokoto, de fers, petites tôles et planches à Kano, jusqu'à l'expédition à Niamey et dans les villes secondaires. L'achat du ciment au Nigeria se fait en nairas acquises en majorité au Niger : les marges élevées à la revente d'une part, et d'autre part le fait que ces importateurs n'agissent qu'après entente avec leurs clients sur un prix final calculé sur le taux de change des localités nigériennes, expliquent que les grossistes

¹⁶ Selon les données statistiques aimablement communiquées par les représentants des marques, le taux de consommation de cigarettes destinées au transit s'élevait à 97% à Konni, Dosso, Gaya, à 89% à Maradi et à 15% à Niamey.

¹⁷ Cependant, certains gérants locaux ont conclu des ventes en nairas au dernier trimestre 1993, à l'approche de la dévaluation.

ne changent à Sokoto ou Kano – où le cours est pourtant plus avantageux – qu'en cas de pénurie de nairas au Niger.

Vient en second lieu l'importation de produits pétroliers nigériens, qui assure plus de 50% de la consommation intérieure du Niger¹⁸. Ce sont donc environ 50 000 tonnes de gaz oil et d'essence qui ont pénétré illégalement sur le territoire du Niger en 1993¹⁹. Les circuits courts de distribution, alimentant les populations frontalières par de petites entrées quotidiennes, comptent pour moins de 30% de ces volumes, tandis que ceux qui s'articulent étroitement au circuit de distribution de la société d'Etat (Sonidep) en traitent plus de 70%²⁰. Les données de terrain suggèrent qu'une partie des nairas nécessaires aux opérateurs est acquise hors des places nigériennes : en fin d'année 1993, le différentiel de cours entre Kano et les villes du Niger permettait aux importateurs de gagner 150 000 francs sur chaque licence d'importation, lorsqu'ils changeaient au Nigeria. Cependant, la marge de revente au Niger est telle que les importateurs peuvent s'en passer quand ils se fournissent à proximité de la frontière. Ajoutons enfin que ces mêmes circuits approvisionnent aussi le Mali et le Burkina Faso en hydrocarbures, les flux représentant entre 50 et 60 000 tonnes en 1993. Au total, 40% des 7 milliards d'importations d'hydrocarbures se traduiraient par un change CFA-naira sur les marchés nigériens.

En troisième lieu, les pagens fancy et imi-wax d'origine nigérienne sont aussi massivement importés. Ils ont satisfait 32% de la consommation locale en 1993, soit 1,7 million de mètres²¹. De même que pour la plupart des circuits de contrebande, on distinguera du point de vue des pratiques de change les micro-opérateurs de fraude – les «petites entreprises contrebandières²²» – dominant les régions frontalières et les grands réseaux nigériens livrant Niamey (Chako C., Grégoire E., Labazée P., 1993). Les premiers, détaillants professionnels ou occasionnels, épouses

¹⁸ Il est en effet nécessaire de distinguer entre la consommation officielle de produits pétroliers, telle que la Sonidep la calcule et qui est passée de 146 000 tonnes en 1981 à 67 000 tonnes en 1992; et la consommation réelle, de près de 99 000 tonnes en 1992, telle qu'elle est calculée annuellement par le ministère des transports. Sur cette dernière base, la part de marché occupée par la fraude est passée de 17% à 55% entre 1985 et 1992.

¹⁹ Cette estimation est conforme à la fourchette de 60 000 – 70 000 m³ qu'avancent les distributeurs de produits pétroliers du Niger.

²⁰ Le circuit est mensuellement amorcé par la distribution de licences «exceptionnelles» d'importation à divers opérateurs locaux. Ces réseaux multiples font de la Sonidep le centre d'un système de prélèvement rentier : l'essence achetée à bas prix au Nigeria par les bénéficiaires de licences est en effet revendue selon une structure des prix basée sur le cours du marché spot, libellé jusqu'à une date récente en dollars de l'année 1973.

²¹ Données aimablement communiquées par Unilever – CNF, Paris.

²² Sur l'organisation et le fonctionnement de ces petits opérateurs de fraude, voir Labazée P. (1993).

de fonctionnaires, etc., achètent des pagnes au Nigeria après avoir acheté des nairas à Maradi, Konni, Zinder. Rares sont ceux dont les transactions méritent qu'ils s'aventurent jusqu'aux grandes villes nigérianes, où le taux est pourtant plus favorable. Les seconds récupèrent chaque semaine en francs le montant des ventes de leurs dépositaires basés dans les centres urbains nigériens, puis convertissent la recette en nairas à Kano.

Enfin, d'autres produits d'importation, céréales et sucre en particulier, absorbent des montants de nairas sur les marchés nigériens, équivalant à environ 14 milliards de francs.

SPÉCIALISATION DES PLACES DE CHANGE ET OPÉRATIONS D'ARBITRAGE

Une première remarque s'impose : un manque chronique de nairas apparaît sur les marchés des changes du Niger. Il tient en premier lieu au déficit commercial de ces places avec le Nigeria. La couverture des importations par les exportations s'établit en effet à 56%; encore la réexportation représente-t-elle 83% des ventes au Nigeria. En second lieu, la moitié seulement des exportations et du transit se traduit par une entrée de devises nigérianes au Niger. Ce dernier élément semble capital. L'attrait des produits nigériens est tel que bien des commerçants récupérant des nairas à l'exportation en achètent, pour une revente ou pour leur consommation domestique. De plus, comme on l'a précédemment indiqué, les grossistes en cigarettes, principaux pourvoyeurs en nairas du Niger, vont fréquemment faire le change à Malanville de sorte que le marché monétaire local se trouve privé d'une partie importante de leurs apports.

Pour leur part, les importateurs sont acheteurs de nairas au Niger à proportion de 56% du total de leurs transactions. En d'autres termes, plus de la moitié du montant des transactions monétaires se fait dans les villes frontalières nigériennes, et ce malgré le différentiel de change qui favorise Kano et Sokoto. Cette singularité tient à deux facteurs principaux. D'un côté, la structure du commerce d'importation laisse une part non négligeable aux petites entreprises contrebandières du textile, des hydrocarbures et des marchandises diverses qui fréquentent les petits marchés frontaliers, mais rarement les grandes cités nigérianes. De l'autre, sur des produits de gros – matériaux de construction et hydrocarbures par exemple –, les marges à la revente sont telles que les grands opérateurs renoncent à capitaliser le différentiel de change, cette perte étant de fait supportée par le consommateur final.

Le déficit en nairas sur les marchés parallèles du Niger serait d'environ 11 milliards de francs en 1993. En conséquence, sur ces places, le cours

de la naira est tendanciellement orienté à la hausse, l'écart avec les villes pourvoyeuses en nairas – Kano, Sokoto et Malanville – justifiant des transferts réguliers qui annulent en partie ce différentiel. Pendant l'année, Malanville aurait expédié 3,5 milliards de francs en nairas, le reste, soit 7,5 milliards, venant des places nord-nigériennes. Les relevés de change effectués au Niger confirment l'observation des flux marchands et les entretiens auprès des monnayeurs. A Konni par exemple, les phases de renchérissement de la naira ne sont interrompues que par la livraison de capitaux frais venant des places excédentaires, ou encore par le retour du Nigeria des exportateurs de bétail. Sur cette place, le déficit en nairas des *masu tchenji* tend à se former le dimanche, jour où se tient le grand marché nigérian voisin d'Illela. De nombreux marchands nigériens s'y rendent après avoir cédé leurs francs aux monnayeurs de la ville. Aussi le prix de la naira est-il régulièrement plus désavantageux ce jour-là.

La situation créée par la dévaluation ne modifie pas ce constat. A partir du 24 janvier, date à laquelle les cours furent stabilisés, la moyenne des taux de change des samedi et dimanche fut en effet régulièrement plus défavorable à l'achat de nairas que pour les autres jours de la semaine. En revanche, le système de transferts de capitaux tend à ne plus fonctionner, les monnayeurs nigériens étant peu pressés d'acquérir des francs dévalués en se dessaisissant de leurs nairas.

Interrogés sur la formation du change dans leur ville, tous les monnayeurs nigériens évoquent le rôle directeur des taux à Kano, Sokoto et Malanville, ainsi que les variations quotidiennes d'offre et de demande. Ces explications résument, avec une extrême précision, les deux modalités pratiques par lesquelles les *masu tchenji* financent leur marché parallèle. Toutefois, l'évidence pratique qu'expriment ainsi les patrons de change constitue en fait l'image inversée des aspects macro-économiques du fonctionnement de ces marchés. En effet, Kano ou Malanville, qui sont détenteurs nets de nairas, ramènent régulièrement le cours de cette devise à un taux commun pour tous les marchés voisins, fondé sur le besoin de francs convertibles exprimé par l'ensemble des opérateurs nigériens. En d'autres termes, les cambistes de Maradi n'alignent pas mécaniquement leur taux sur les variations de Kano, qu'ils suivent pourtant par le jeu des circuits d'information²³ convergeant vers eux; pas plus que Konni et Gaya ne suivent les cours de Sokoto et Malanville. En pratique, ces circuits d'information servent d'abord aux grossistes à déclencher des

²³ En pratique, les patrons de change se tiennent informés des moindres évolutions du cours sur les places voisines, et utilisent pour ce faire le réseau téléphonique, leurs dépendants qui se déplacent régulièrement au Nigeria et au Bénin; ils chargent aussi les commerçants de la ville qui s'approprient à voyager de commissions à transmettre à leurs correspondants nigériens.

compensations financières entre places. Ils sont ensuite de puissants instruments de gestion des ressources financières. En effet, lorsque les taux de change entre places sont en phase, les monnayeurs peuvent espérer tirer des transactions monétaires une commission élevée, le surcoût ne provoquant pas de désaffection de la part de la clientèle. En revanche, lorsque l'écart tend à se creuser au profit des places nigérianes ou de Malanville, les cambistes sont tenus de le réduire au mieux en comprimant leur marge de gros et de détail²⁴, s'ils veulent conserver leurs clients. L'information ne fixe donc pas le taux : elle sert à fixer les stratégies financières dont résultera le taux.

L'ORGANISATION DES CAMBISTES, VECTEUR DES STRATÉGIES FINANCIÈRES

La tolérance dont bénéficient les places nigériennes de change tient au rôle joué dans la régulation marchande. Les milieux de cambistes sont ici professionnalisés, et concentrés en un petit nombre d'opérateurs traitant eux-mêmes, ou par leur réseau, l'ensemble des conversions monétaires liées à des affaires commerciales. On trouve peu de liens entre finance parallèle et commerce frontalier, à l'exception déjà entrevue des marchands de bétail. Plus fréquentes sont les interférences avec le milieu du transport ou avec des opérations marchandes occasionnelles. De même que pour le commerce, le change s'effectue à des échelles très différentes. Elle regroupe des opérateurs occasionnels : il s'agit de marchands qui, après avoir réalisé une exportation vers le Nigeria, se défont des nairas sans payer de commission aux professionnels. Beaucoup de commerçants s'improvisent ainsi changeurs le temps d'écouler leur recette. Les détaillants professionnels sont, pour leur part, des monnayeurs travaillant à leur compte avec un faible capital. Ils achètent ou empruntent aux grossistes avant de revendre, au taux en vigueur, à des particuliers et petits commerçants. Ces agents sont présents sur toutes les places, mais ils tendent à être les seuls sur les petits marchés de change du Niger ; leur fonds de roulement ne dépasse jamais un million de francs.

A l'amont du circuit financier se situent les grossistes, peu nombreux dans chaque ville : deux à Birnin Konni, six environ à Maradi, quatre au plus à Zinder et à Malanville. Au total, une quinzaine d'opérateurs

²⁴ Sur toutes les places, les commissions de change sont ordinairement fixées à deux nairas pour 1000 francs. Les relevés des cours montrent néanmoins que la marge peut s'élever, ou se contracter jusqu'à 0,5 naira, selon l'état des marchés. Notons que les cambistes nigériens comptabilisent leurs bénéfices – ou leurs pertes – en nairas, mais qu'ils les capitalisent en francs CFA : les nairas sont une marchandise destinée à la vente, tandis que le franc fait partie du patrimoine des grossistes.

dominent le marché nigérien du change. Bien que concurrents, ces *masu tchenji* entretiennent de bonnes relations et s'entendent à la fois pour la fixation du taux et les transferts de devises. Leur activité est organisée de façon pyramidale. Chaque patron est assisté d'adjoints, souvent des parents, gérant des points de vente sur les marchés, les gares routières, les villages frontaliers voisins; ces dépendants se déplacent fréquemment vers les autres villes de change pour transmettre des informations ou transférer des fonds. Ces adjoints ont eux-mêmes des dépendants, détaillants, rabatteurs, *flottants* par exemple – qui sont rémunérés à la commission. Quelques rabatteurs sont aussi employés à la journée. L'avance d'un capital est fréquente entre les divers niveaux de la hiérarchie des milieux de change, les comptes étant apurés chaque soir.

Il importe de distinguer les flux commerciaux de petite et moyenne importance qui, dans l'importation illégale de textiles et le trafic local d'essence par exemple, se dénouent auprès de monnayeurs détaillants travaillant à leur compte – ils achètent alors quotidiennement la monnaie nigériane auprès des *masu tchenji* – ou plus souvent au compte de ces derniers; et les flux portant sur des montants élevés, tels que l'importation en gros de céréales ou de matériaux de construction, qui se concluent chez les seuls patrons de change, après une négociation serrée du taux. La stratégie des grossistes est d'étoffer le nombre des dépendants distribuant la naira au détail. En effet, plus la concurrence est vive entre ces derniers, plus le taux de change au détail tend à être favorable à la clientèle. En conséquence, les patrons de change peuvent espérer que les commerçants locaux renonceront à se fournir au Nigeria, ce qui augmente d'autant le volume des affaires qu'ils sous-traitent. Notons en outre que sur ces placés les monnayeurs jouent un rôle de préfinancement d'opérations commerciales, lorsque des marchands connus ne détiennent pas le fonds de roulement nécessaire. Toutefois, cette pratique du crédit n'a cours que pour les transactions réalisées rapidement – moins d'une semaine –, car les cambistes ne souhaitent pas se départir durablement d'un capital qui est souvent prêté sans intérêt. Aussi le montant et la durée des prêts sont-ils étroitement corrélés à la vitesse de rotation du stock de nairas détenues par les grossistes en monnaie : ne sont prêtées que les nairas dont les cambistes pensent qu'elles ne seront pas vendues au comptant dans les jours qui viennent. En revanche, lorsque le prêt entame le fonds de roulement du monnayeur, ce dernier encaisse une rémunération sous forme de participation aux bénéfices commerciaux de l'emprunteur.

Néanmoins, le rôle principal des monnayeurs, dont leur professionnalisation est le résultat, tient aux relations qu'ils entretiennent avec leurs fournisseurs en nairas basés au Nigeria et au Bénin, ainsi qu'avec leurs ho-

mologues des cités nigériennes voisines. Konni, Maradi et Zinder étant des villes dont le solde commercial est négatif, les besoins en devise nigériane sont permanents. En conséquence, le réseau relationnel des patrons de change, ainsi que les denses circuits d'information qu'ils ont bâtis, sont les instruments clés du financement du marché parallèle, et par là de la circulation commerciale. Ils garantissent en effet un approvisionnement régulier et rapide en nairas dès qu'un différentiel de change justifie un transfert. A l'exception de Malanville, où tous les grossistes en basins sont des monnayeurs, les *masu tchenji* n'obtiennent des nairas que par des transferts financiers, non par une participation régulière au trafic marchand, ce qui explique l'autonomisation du marché parallèle des changes.

Dans les villes du Nigeria, les activités commerciales *stricto sensu* et celles du change monétaire sont à la fois spécialisées et fortement imbriquées. De même qu'au Niger, chaque ville dispose d'une place de change dominée par un nombre restreint de monnayeurs professionnels et de bureaux de change. Chaque bureau emploie des *street brokers* postés en ville, qui collectent directement les devises ou jouent le rôle de rabatteurs pour leur patron. Bien que concurrents, les responsables des offices de change se réunissent chaque matin pour évaluer les stocks de devises disponibles en ville, s'informer des taux pratiqués sur les places voisines ainsi qu'à Lagos, afin de fixer le cours. Celui-ci est fixé le matin vers 11 heures, le taux de change de la veille étant appliqué aux achats qui précèdent la cotation. Ce cours peut toutefois varier plusieurs fois par jour en fonction des transactions effectuées localement, et des informations reçues du Lagos. Le même type d'organisation se retrouve à Sokoto, et à Maïduguri. Notons qu'ici encore les acteurs du change parallèle sont distincts de ceux du commerce local, et que la spécialisation du métier de cambiste se manifeste partout par l'existence d'associations hiérarchisées, dirigées par un président.

Néanmoins, cambistes et commerçants sont interdépendants, l'une des fonctions principales de ces marchés des changes étant précisément de convertir les francs CFA issus du solde commercial positif des opérateurs nigériens, et ce en nairas ou en devises fortes. La règle en vigueur confère à la naira un rôle de pivot pour toutes les devises. Aussi une conversion en dollars d'une recette en francs CFA, venant, par exemple, d'une exportation de marchandises au Niger, induit un cumul des marges habituellement perçues par les *brokers* sur les opérations de change CFA-naira et naira-dollar. Les grossistes de Kano et de Sokoto entretiennent d'étroites relations avec les cambistes de la place qu'ils fournissent en francs, généralement contre nairas. Le rôle de monnaie de passage du franc par rapport aux devises fortes relève donc moins, sur ces places,

du circuit marchand régional, qui capitalise ses bénéfices en nairas ou conserve ses francs en vue d'une importation, que des réseaux financiers qui, à l'aval du circuit de collecte des francs CFA, relie le nord du Nigeria à Lagos.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- CHAKO C., GRÉGOIRE E., LABAZÉE P., *Le marché du pagnon au Niger*, Niamey, ORSTOM-CFD-GRID, 1993.
- DUNCAN J., *Nigeria to 2000*, London, EIU, 1993.
- GRÉGOIRE E., LABAZÉE P., *Le fonctionnement du marché parallèle des changes et ses incidences sur le commerce céréalier entre le Niger et le Nigeria*, Niamey, ORSTOM-Mission française de coopération, 1994.
- KULIBABA N.-P., *Transport de bétail et de la viande dans le couloir Niger-Nigeria*, Niamey, US-AID, 1991.
- LABAZÉE P., «Les échanges entre le Mali, le Burkina Faso et la Côte-d'Ivoire. L'économie marchande à l'état pratique», in Grégoire E., Labazée P. (éd.), *Grands commerçants d'Afrique de l'Ouest*, Paris, Karthala-ORSTOM, 1993.
- LABAZÉE P., «Le rôle de l'Islam dans le financement des activités économiques au Niger», in Traimond P. (éd.), *Finances et développement en pays d'Islam*, Paris, Edicef-AUPELF, 1995.
- LAMA J., *La suspension des rachats par la BCEAO des billets de son émission*, BAD-CILSS-Club du Sahel, Maradi, 1993.
- L'HÉRITAU M.-F., *Le taux de change de la naira et le système d'allocation des devises*, Paris, CCCE, 1990.
- L'HÉRITAU M.-F., *Intégration régionale en Afrique et coopération monétaire euro-africaine*, Paris, Karthala, 1993.
- MAS D., NAUDET J.-D., *Réflexion sur l'économie nigérienne : bilan, problématique et enjeux*, Niamey, PNUD, 1992.
- MEAGHER K., *Nigeria, Granary of Niger? The Implications of Cross-Border Trade for Food Security in Nigeria and Niger*, Maradi, BAD-CILSS-Club du Sahel, 1993.
- NIGNON R., Les mécanismes du secteur des BTP au Niger, in *Actes du Séminaire d'économie et de sociologie nigériennes*, Niamey, ORSTOM-Mission française de coopération, 1993.
- OCISCA/ORSTOM, *L'impact des mesures relatives à la convertibilité restreinte du franc CFA de la zone BEAC sur les marchés parallèles des changes*, Douala/Paris, doc. mult., 1993.
- Poste d'expansion économique, *Bulletin économique et commercial*, n° 30, Lagos, Ambassade de France au Nigeria, 1994.
- SAMBA O., *Joint Mission GON-USAID on the Impact of the CFA Devaluation on the Cross-Border Trade in Niger*, Niamey, US-AID, 1994.

ANNEXE

**Entrées et sorties de nairas sur les places
de change du Niger, année 1993 (*)
(millions de francs CFA)**

Export Réexport	Total	Entrée nairas	% entrées	Import	Total	Sortie nairas	% sorties
TOTAL	24 400	13 350	100%	TOTAL	43 350	24 450	100%
Cigarettes	R 16 100	7 100	53%	Mat. Const.	10 000	7 000	29%
Bétail	X 3 100	2 400	18%	Sucre	15 000	6 000	25%
Textiles	R 2 700	2 300	17%	Divers	4 000	3 100	13%
Autres	R 1 500	1 000	8%	Céréales	4 000	3 000	12%
Autres	X 1 000	550	4%	Pétrole	6 700	2 700	11%
				Cigarettes	2 700	2 000	7%
				Textiles	950	650	3%

X = exportations, R = réexportations.

* Le taux de change retenu résulte de la moyenne annuelle des parités naira-franc CFA relevées à Maradi, principal centre marchand entre le Niger et le Nigeria. Les mouvements spéculatifs sur la naira, apparus à la veille de la dévaluation du franc CFA, n'ont pas été retenus. En revanche, les opérations de troc ainsi que la part du change effectué hors du Niger – à Kano, Sokoto, Malanville par exemple – ont été estimées pour chaque catégorie de produits en fonction des observations et des données livrées par les opérateurs – à l'exception du sucre et de la réimportation de cigarettes. Pour ces dernières marchandises, et dans l'attente d'enquêtes complémentaires, un coefficient de change au Niger a été appliqué, qui est la moyenne des coefficients observés sur des biens faisant intervenir des opérations de change de même nature.

ECONOMIES ET SOCIÉTÉS

« RELATIONS ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES »

CHANGE, COMPÉTITION ET RÉPARTITION
DES RÔLES ENTRE MONNAIES

N° 1/1996



ÉCONOMIES ET SOCIÉTÉS

CAHIERS DE L'ISMÉA

Revue fondée en 1944 par François Perroux

Comité de Direction

Henri Bartoli (*Université Paris I*), Gérard de Bernis, Président de l'ISMÉA (*Université Pierre Mendès France - Grenoble II*), Christian de Boissieu (*Université Paris I*), Rolande Borrelly (*Université Pierre Mendès France - Grenoble II*), Hubert Brochier (*Université Paris I*), Paul Chanier (*Université de Nice*), Jean-Marie Chevalier (*Université Paris IX - Dauphine*), Jean Coussy (*EHESS*), Renato Di Ruzza (*Université Nouvelle de Marne-la-Vallée*), Bernard Ducros (*Université Paris I*), Daniel Dufourt (*Université Lumière - Lyon II*), Pierre Duharcourt (*Université Nouvelle de Marne-la-Vallée*), Bernard Gerbier (*Université Pierre Mendès France - Grenoble II*), Jérôme Lallement (*Université Paris I*), André Larceneux (*Université de Besançon*), Marie Lavigne (*Université de Pau et des Pays de l'Adour*), Christian Lebas (*Université Lumière - Lyon II*), Jacques Léonard (*Université de Poitiers*), Louis Malassis (*Université de Montpellier*), Claude Ménard (*Université Paris I*), Alain Parguez (*Université de Besançon*), Pierre Pascallon (*Université de Clermont-Ferrand*), Maximilien Rubel (*CNRS*), Henri Savall (*Université Lumière - Lyon II*), Jean-Claude Toutain (*CNRS*), Robert Vallée (*Université de Paris-Nord*), Jean Weiller (*Université Paris I*).

Secrétariat de la revue

ISMÉA, 14, rue Corvisart, 75013 Paris.

Tél. : 44 08 51 42 – Fax : 44 08 51 34.

Directeur de la Publication

Gérard de Bernis, Président de l'ISMÉA

Administration – Abonnements – Diffusion

Presses Universitaires de Grenoble (PUG), BP 47,

38040 Grenoble cedex 9 – Tél. 76 82 56 51 – Fax : 76 82 40 35

Abonnement pour l'année 1996 à « Économies et Sociétés »
(12 numéros) :

France : 1 250 F (TTC).

Étranger : 1 350 F (port avion 210 F en sus).

Pour les numéros publiés avant 1968, s'adresser à Kraus Reprint,
Millwood, New York, 10546 USA.

Imprimerie Lienhart, F-07200 Aubenas.

ÉCONOMIES ET SOCIÉTÉS

Change, compétition et répartition des rôles entre monnaies

Cahiers de l'ISMÉA
Série Relations économiques internationales
P. n°33
Janvier 1996